



→ Communiqué de presse Rennes, le 19 novembre 2009

Sommet mondial contre le réchauffement climatique **La Bretagne fera entendre la voix des Régions à Copenhague**

« 50 à 80% des actions concrètes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et près de 100% des actions d'adaptation sont conduites au niveau infranational », avait déclaré Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la Convention-Cadre des Nations unies sur les Changements Climatiques, il y a un an au sommet de Poznan.

A Copenhague, la Bretagne, très impliquée dans ce combat, fera entendre sa voix et celles des Régions du monde : son président, Jean-Yves Le Drian, accompagné de Christian Guyonvarc'h, vice-président en charge des affaires internationales, participera aux débats les 14 et 15 décembre. Il interviendra notamment au sommet du Climate Group* réunissant les représentants des régions et villes du monde entier.

Les Nations Unies acquises à une approche territoriale

Acquis à cette nouvelle approche territoriale, **Ban Ki-Moon**, le secrétaire général de l'ONU, a dès septembre affirmé sa volonté de faire reconnaître, à Copenhague, le rôle que les Régions et les Villes peuvent jouer, lors la négociation finale de l'après-Kyoto.

En marge de la Conférence intergouvernementale des Nations-Unies, M. Ki-Moon ouvrira, le 15 décembre, le « Climate leaders summit », forum organisé par le Climate Group où régions, provinces, villes et entreprises des 5 continents confronteront leurs expériences.

Aux côtés du secrétaire général des Nations-Unies sont attendus le gouverneur de Californie, **Arnold Schwarzenegger**, le maire de New York, **Mike Bloomberg**, ou encore le premier ministre québécois, **Jean Charest**.

Cette cérémonie sera suivie de tables rondes auxquelles participeront plusieurs Présidents de Régions françaises. **Jean-Yves Le Drian** interviendra sur les politiques conduites en Bretagne en matière de maîtrise énergétique, en lien avec l'innovation technologique et l'industrie (transports collectifs propres, voitures vertes, éco-construction dans l'habitat et les bâtiments publics, méthanisation agricole, nouvelles énergies marines...).

Dans le prolongement du sommet mondial de Saint-Malo, organisé par la Bretagne et nrg4SD

En octobre 2008 à Saint-Malo, le 1^{er} Sommet mondial des Régions sur le changement climatique organisé par la Région Bretagne et le réseau nrg4SD**, avait réuni 98 régions issues de 59 nations, dans l'optique d'échanger et de mettre en avant des expériences locales mais aussi des mécanismes innovants de coopération nord/sud, pour s'adapter et atténuer les effets du dérèglement climatique.

Associé à cet événement, le **PNUD** -Programme des Nations Unies pour le Développement- y a lancé le premier programme onusien destiné aux régions : « *vers des territoires moins émetteurs de gaz à effet de serre et plus résistants au changement climatique* ».

Ce sommet s'est par la suite traduit par la création, à **Brest**, en partenariat avec l'ONU et avec le soutien de la Région, du Département du Finistère et de Brest Métropole Océane, du centre international d'expertise climatique **ClimSAT**, spécialisé dans l'imagerie satellitaire et mis au service des régions du monde.

* Le Climate Group, créé en 2004 à l'initiative de Tony Blair et d'une vingtaine de chefs de grandes entreprises et collectivités, regroupe à ce jour une cinquantaine de membres, dont des représentants de gouvernements locaux, comme la Californie, ou de grandes aires urbaines comme New York ou Londres. C'est une instance de référence croisant acteurs publics et privés, sur le changement climatique.

** nrg4SD (network of regional governments for sustainable development) regroupe 279 Régions issues de 48 Etats (cf. page suivante).

Contacts : Odile Bruley - 02 99 27 13 55 - 06 76 87 49 57 & Marie-Julie Gouniot - 02 99 27 96 96

Conseil régional de Bretagne

Accueil presse : 02 99 27 13 54 - presse@region-bretagne.fr

www.bretagne.fr

2010 : la Bretagne veut s'engager davantage dans les partenariats nord-sud

Depuis, la Bretagne a aussi pris l'initiative de piloter un groupe de régions d'Europe, d'Asie (Vietnam), d'Afrique (Sénégal et Madagascar) et d'Amérique latine (Nicaragua, Mexique, Uruguay), pour répondre au 1^{er} appel à projets de l'Union européenne -direction régionale **EuropaAid**- visant à soutenir des partenariats nord/sud dans la lutte contre le réchauffement climatique. Son éligibilité sera connue d'ici **mars 2010**.

Légitimer le rôle essentiel des régions dans l'après-Kyoto

Si les régions se distinguent par la géographie, la culture, les modes de vie et les activités, elles restent les mieux placées, suivant leurs compétences et moyens, quand il s'agit d'intervenir pour protéger les écosystèmes, produire de nouvelles énergies, construire des bâtiments économes, développer des transports collectifs propres, modifier les pratiques agricoles, ou encore éduquer les populations.

Depuis plusieurs mois, la Région Bretagne intervient auprès du Gouvernement français, de la présidence de l'UE et de la Commission européenne pour qu'ils contribuent activement à la reconnaissance du rôle des collectivités dans la lutte contre le dérèglement climatique.

En conséquence, la Région souhaite que la place des territoires soit explicitement prise en compte par les Etats dans la clôture des négociations post-Kyoto, le 18 décembre.

Suivre l'exemple de l'Ecosse

Le Parlement régional écossais s'est fixé, il y a quelques mois, un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre sur son territoire de **42 % d'ici 2020**. Parallèlement, il vient de voter son budget 2010 libellé en livres sterling mais aussi en équivalent tonnes de CO², afin de mesurer l'impact des ses décisions politiques sur la réduction de ses émissions polluantes.



COPENHAGUE, 7-18 décembre 2009

Conférence des Nations Unies sur le changement climatique

Copenhague accueillera, du 7 au 18 décembre 2009, la 15^{ème} Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC), la plus importante depuis celle de Kyoto en 1997.

A cette occasion, un nouvel accord international devrait être négocié en vue de succéder, en 2013, au Protocole de Kyoto à travers lequel les 39 Etats, dits industrialisés, avaient pris des engagements chiffrés de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre sur la période 1990-2012. Alors que l'objectif fixé était de -5,2%, celles-ci se sont au contraire accrues de 11 % entre 1990 et 2006.

Réduire les émissions de gaz à effet de serre

Les 3 000 experts du GIEC (groupement intergouvernemental d'experts sur le climat) ont conclu à la nécessité de ne pas dépasser une élévation de 2°C de la température moyenne sur la surface de la planète d'ici la fin du siècle, si l'humanité veut éviter un emballement climatique irréversible. Pour atteindre cet objectif, le GIEC considère que les Etats industrialisés devront **diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre de 25 à 40% d'ici 2020**, par rapport à ce qu'ils étaient en 1990, puis de 80% entre 1990 et 2050.

Trouver les moyens de s'adapter aux conséquences du dérèglement climatique

Deux documents sont actuellement en négociation en vue de Copenhague. Le premier porte sur des objectifs chiffrés de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour chaque Etat d'ici 2020 et 2050, voire d'ici une date intermédiaire fixée à 2030.

Le second document porte sur les moyens d'atteindre ces objectifs de réduction mais aussi sur les moyens à mettre en oeuvre pour l'adaptation aux conséquences du changement climatique, notamment sous la forme d'un fonds d'adaptation pour les pays en développement -les moins responsables de la situation mais les plus impactés- ou émergents, ainsi que sur les transferts de compétences et de technologies non polluantes et les mécanismes de la finance carbone.

Ouvrir les négociations à d'autres acteurs, publics et privés

Ces négociations concernent exclusivement les gouvernements nationaux ou fédéraux ou les entités régionales qui les représentent (cas de la Belgique). Pour autant, la réalisation effective des engagements qui seront pris par les Etats nécessitera la mobilisation d'autres acteurs, qu'ils soient publics ou privés.

C'est ce qui a conduit le secrétariat exécutif de la CCNUCC à ouvrir ses conférences annuelles et ses réunions intermédiaires à plusieurs catégories d'acteurs : ONG, entreprises et collectivités territoriales. C'est à ce titre, et en sa qualité de vice-présidente du réseau nrg4SD, que la Région Bretagne sera partie prenante à Copenhague, après avoir participé, depuis plusieurs années, à toutes les conférences intermédiaires de l'ONU sur le climat (Bali, Poznan...).



Un réseau international de Régions, partenaire de l'ONU dans la lutte contre le dérèglement climatique

nrg4SD est une association internationale qui réunit 279 Régions issues de 48 Etats. Elle est née en 2002 à Johannesburg à l'occasion du Sommet de la Terre et s'est construite sur une logique Nord-Sud via, notamment, un système de coprésidences. La Bretagne l'a rejoint en 2005.

A ce jour, nrg4SD est la seule association internationale de Régions qui se consacre exclusivement aux questions du développement durable (changement climatique, biodiversité, gestion de l'eau...).

En partenariat avec la Région Bretagne, le Gouvernement français, la Conférence des Régions Périphériques Maritimes (CRPM), l'Union européenne et les Nations-Unies (PNUD et PNUE), nrg4SD a organisé le premier Sommet mondial des Régions sur le changement climatique, les 29 et 30 octobre 2008 à Saint-Malo.

A cette occasion a été rendu public le premier programme de l'ONU consacré au niveau régional : *“Vers des territoires moins émetteurs de gaz à effet de serre et plus résistants au changement climatique”*, rebaptisé depuis « *approche territoriale du réchauffement climatique* ».

A travers ce programme, doté de **70 millions de dollars**, l'ONU entend :

- organiser **22 sessions géographiques** touchant 500 Régions du monde, pour **sensibiliser et former** des décideurs régionaux (élus et administrateurs) aux réponses possibles à apporter face au dérèglement climatique et à ses conséquences.

La première a été organisée au printemps dernier à Mexico pour la zone **Amérique centrale-Caraïbes**.

- sélectionner les **50 Régions** les plus motivées pour les aider à construire leur **“Plan Climat Territorial Intégré”** : construction d'indicateurs de mesure, élaboration d'une stratégie globale d'atténuation et d'adaptation, montage de projets concrets,
- aider ces 50 Régions à accéder aux mécanismes internationaux de financement public et privé pour mener à bien leurs projets.

Pour mettre en oeuvre ce programme, l'ONU a signé à Saint-Malo, le 30 octobre 2008, un protocole de coopération avec 8 associations internationales de Régions. Parmi celles-ci, nrg4SD a été retenu par l'ONU comme partenaire privilégié, en raison de son implication dans le développement durable.

Dans le prolongement de cet accord, l'ONU a décidé de créer un centre technique d'appui à vocation mondiale, le centre **ClimSat**. Grâce au partenariat opérationnel entre Brest Métropole Océane, le Conseil général du Finistère et la Région Bretagne, ClimSat s'est installé à **Brest** début 2009.

La co-présidence de nrg4SD, est aujourd'hui assurée, pour l'hémisphère nord, par le **Pays de Galles**, et pour l'hémisphère sud, par l'Etat fédéré de **Sao Paulo**. La Bretagne y est vice-présidente pour l'Europe.



Aider les Régions à lutter contre le changement climatique ClimSat, centre d'expertise satellitaire de l'ONU

« Centre mondial de services satellitaires aux régions dans la lutte contre le changement climatique » : c'est ainsi que le PNUD -Programme des Nations Unies pour le Développement- définit la plateforme ClimSat installée depuis un an à Brest. Ce projet est l'aboutissement d'un partenariat conduit entre la Région Bretagne et l'agence de l'ONU, avec le soutien de Brest Métropole Océane et du Département du Finistère.

Depuis plusieurs années, le PNUD, présent dans le monde entier, a développé une approche territoriale du développement qui l'a conduit à nouer des partenariats avec les collectivités. Pour la période 2008-2011, il a fait une priorité de la lutte contre le changement climatique.

A la faveur du premier Sommet mondial des Régions organisé sur cette thématique par la Région Bretagne et le réseau nrg4SD en octobre 2008 à Saint-Malo, le PNUD, associé à d'autres agences de l'ONU, a souhaité développer un programme pilote en faveur de Régions, notamment du sud, pour les accompagner dans leurs projets de réduction d'émission de gaz à effet de serre ou d'adaptation aux conséquences du réchauffement climatique : érosion du littoral, multiplication d'épisodes climatiques violents, bouleversement des biotopes...

Les compétences brestoises ont retenu l'attention des Nations Unies

Pour mettre en œuvre ce programme, le PNUD s'appuiera sur les images satellite de CLIMSAT (5 000 / an). Cette cartographie, d'une grande précision, permettra aux régions de connaître plus précisément leur vulnérabilité (niveau de la mer, variation de la température, pluviométrie...) et par conséquent d'anticiper sur les impacts possibles du changement climatique, via la réalisation de plans climats territoriaux.

Brest a retenu l'attention de l'ONU en raison de la concentration de compétences, d'outils de recherche et d'entreprises performantes en matière, à la fois, de climatologie, d'océanographie et de télécommunications.

Alain Retière, coordinateur du centre, anime actuellement une équipe de 4 personnes, basée sur la technopole de Brest-Iroise.

CLIMSAT a déjà engagé des missions en Uruguay, Albanie et Macédoine, et accueilli en formation des Uruguayens, Albanais et Ougandais. La zone métropolitaine d'Uruguay, autour de Montevideo, sera la première des 50 régions retenues par le PNUD pour élaborer un plan climat intégré, qui permettra d'évaluer la vulnérabilité écologique, économique et sociale des territoires, face aux conditions climatiques présentes et futures, en mobilisant toutes les ressources technologiques, depuis l'imagerie satellite jusqu'au simulateur de réalité virtuelle.